

Bulletin d'informations **2002/2**



InFocus Programme sur la Sécurité Socio-Economique

Pour une justice équitable - une sécurité de base pour tous

Les Femmes Du Kerala exigent la Securité

A l'occasion d'une importante manifestation de solidarité organisée dans l'Etat, rural, du Kerala, 32 000 femmes se sont rassemblées avant un séminaire organisé par le Programme, en collaboration avec le Comité Conjoint de 8 Panchayats (conseils de villages).

Le séminaire, sur la « Décentralisation et la Sécurité Socio-économique » avait pour but d'examiner les liens existant entre mondialisation et décentralisation de la politique sociale et de souligner les risques et difficultés qu'il va falloir affronter si l'on veut renforcer la sécurité et le bien-être des femmes au sein des communautés locales.

Le premier jour a donné lieu à un rassemblement magnifique des femmes accourues des villages et des Groupes de Voisinage. Vêtues de leurs saris de fête, elles faisaient un spectacle aussi superbe qu'impressionnant. Le Premier Ministre de l'Etat du Kerala s'est rendu à la cérémonie inaugurale, tout comme le Ministre indien du Développement Rural, le chef de l'opposition du Kerala, ainsi que nombre d'autres dignitaires.



Lors de la séance plénière inaugurale, le directeur de notre Programme a donné le coup d'envoi en mettant en lumière les conséquences de la mondialisation sur le développement local et les politiques de sécurité sociale et économique.

Nous sommes persuadés que se déroule, à l'échelle mondiale, un processus de « décentration », au sein duquel le cadre de la politique de sécurité socio-économique est de plus en plus fixé au niveau international, alors que les gouvernements nationaux délèguent leurs responsabilités à l'échelon local, laissant un rôle de moins en moins important à l'échelon



Manifester sa solidarité

national. Dans ce contexte, les mouvements de participation communautaires pourraient jouer un rôle décisif pour lutter contre les dangers auxquels sont exposés la liberté, l'égalité et le développement social. La sécurité de représentation constitue un élément clef.

Nous ne tarderons pas à publier un rapport de suivi. Ce séminaire a permis une interaction des chercheurs locaux et nationaux, des groupes de femmes et autres, participant à la Campagne des Populations (People's Plan Campaign). Tout ceci s'est terminé sur l'Engagement des groupes de Femmes à l'Indépendance. Enfin, le lancement, à l'occasion de cette réunion, d'un nouveau savon à base d'huile de noix de coco, produit par des groupes de femmes, était plus que symbolique. Et quel excellent savon!

Le rapport global prend forme

Des travaux ont continué à être réalisés en vue d'un rapport global sur la sécurité economique. A cet égard, un atelier de deux jours a été organisé à Genève auquel ont participé d'éminents économistes venus du monde entier. L'essentiel des débats a porté sur la mise en place des indices concernant les sept formes de sécurité. Le Rapport devrait être terminé avant la fin de l'année.

Dans ce numéro:

Les Moldaves et l'insécurité du marché de l'emploi	2
--	---

- Une pénurie de travailleurs de santé?...... 3
- Tendances 1989-1999 des pensions de retraite...... 3
- La protection sociale à l'heure de l'insécurité 3

Les Moldaves et l'insécurité du marché de l'emploi

Avec une population de 4,3 millions d'individus, la République de Moldavie se trouve dans un état de délabrement économique désastreux. Ce pays aurait besoin d'un secteur manufacturier efficace pour absorber plus de travailleurs dans des emplois de production. Ceci implique de profonds changements dans les entreprises industrielles, changements qui auront des répercussions sur les pratiques d'emploi, d'embauche, sur la formation, l'organisation du travail, la réforme des salaires, et bien d'autres domaines encore.

En collaboration avec le Département National des Statistiques et de Sociologie, le Programme a procédé à une Etude sur la Flexibilité du Travail en Entreprise (ELFS), afin de rassembler les informations nécessaires à la mise en place de politiques ayant pour objet d'améliorer les conditions de productivité et de travail. L'étude a porté sur un échantillon national représentatif constitué de 300 entreprises employant 76 176 travailleurs, dont environ 60% dans des emplois de fabrication. Les résultats ont fait l'objet d'un débat lors d'une Conférence nationale, organisée à Chisinau, inaugurée par Monsieur Andrei Cucu, Vice-premier Ministre de Moldavie, et couverte par la presse, la radio et la télévision.

Parmi les conclusions essentielles, figure le fait que plus de 53% des entreprises ont déclaré pouvoir arriver à la même production avec moins de travailleurs, bien qu'elles aient déjà sévèrement réduit le nombre des emplois au cours

des dernières années. L'une des réactions des entreprises au marasme économique, consiste à mettre les travailleurs en « congé administratif », généralement non rémunéré. La taxe sur les salaires a encouragé les dirigeants des entreprises à prendre cette mesure. Ce faisant, le salaire moyen diminue, ce qui permet de mieux rémunérer les travailleurs qui travaillent réellement, tout en faisant baisser la taxe sur les salaires.

Les employés préfèrent rester en congé administratif, plutôt que de partir et d'être sans emploi. Ils espèrent en effet que ce « congé » sera temporaire et continuent à bénéficier de certaines prestations sociales de l'entreprise, comme les soins de santé et autres avantages sociaux des entreprises. Ces congés non rémunérés ou partiellement rémunérés se sont formidablement multipliés depuis le milieu des années 1990. Il y a eu, en 2001, 70 000 personnes en congé administratif, soit 11% de la totalité des salariés. S'ils sont considérés comme ayant un emploi, la plupart de ces travailleurs devraient cependant être comptabilisés parmi les personnes au chômage ou économiquement inactives.

Comme c'est le cas dans les autres pays d'Europe de l'est, on assiste au phénomène très particulier du nombre élevé des femmes en congé de maternité, congé qui, conformément à la législation, peut atteindre trois ans. C'est là une réaction au problème du surplus de main d'œuvre, et ce, dans un environnement où le taux de naissance reste extrêmement faible. Traduit en

pourcentage moyen d'employés, cela revient à dire que 6% des femmes étaient supposées être en congé de maternité. Pour les statistiques officielles, elles ont un emploi, mais la plupart d'entre elles devraient, en réalité, entrer dans la catégorie des chômeurs ou des personnes économiquement inactives. Dans les entreprises ayant procédé à des suppressions d'emploi, le pourcentage de femmes en congé de maternité était plus élevé que dans les autres.

Le travail à temps partiel est une autre façon de masquer le chômage. Le travail a temps partiel a, lui aussi, augmenté depuis le milieu des années 1990. En octobre 2000, 21,5% des entreprises déclaraient pratiquer le temps partiel. La durée moyenne du temps de travail est actuellement de 32 heures hebdomadaires pour les ouvriers, et de 33,8 pour les employés, ceci sans tenir compte des travailleurs à temps partiel, ni des personnes en congé administratif, ce qui implique une autre forme de surplus de main d'œuvre, partant du principe que la semaine de travail était de 39,5 heures pour les ouvriers et de 39,6 pour les employés. 41% des entreprises ont déclaré avoir du réduire la semaine de travail à seulement 10 ou 20 heures.

Outre l'insécurité du marché du travail, l'insécurité des revenus est également répandue. 79,9% des entreprises entrant dans le cadre de l'étude devaient des arriérés de salaires à leurs employés. Ceci doit changer.

Recherche BAREFOOT: Manuel à l'intention des travailleurs, sur la façon d'organiser la sécurité au travail

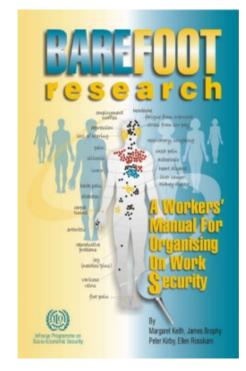
Par Margaret Keith, James Brophy, Peter Kirby, Ellen Rosskam

Ce manuel a été rédigé pour aider les travailleurs à mieux contrôler leur contexte de travail, prendre soin de leur santé et de leur bien-être et améliorer leur sécurité élémentaire. C'est un guide pratique rassemblant, à l'intention des travailleurs comme des employeurs, les outils permettant d'identifier les problèmes de sécurité au travail, de les affronter du point de vue du travailleur, de faire appel à des outils de recherche Barefoot, d'améliorer, grâce aux résultats de la Recherche Barefoot, la sécurité au travail et de s'organiser dans ce but.

Pour ceux qui participent à l'amélioration des conditions de travail et de santé et sécurité au travail, le manuel est gratuit. Les personnes intéressées peuvent s'adresser à IFP/SES: ses@ilo.org. Nous souhaiterions que ce manuel soit publié en d'autres langues que l'anglais, et vous remercions de nous contacter si vous envisagez de le traduire en vue d'une publication conjointe avec IFP/SES.

Vous en trouverez une version sur le site:

www.ilo.org/ses



Sécurité de l'emploi au Canada, en Allemagne et au Royaume Uni

Les tendances de la sécurité de l'emploi ont, depuis quelques années, fait l'objet de nombreux débats. Notre Programme vient de terminer un document analysant l'emploi informel au Canada, en Allemagne et au Royaume Uni ainsi que les possibilités d'amélioration de la sécurité de l'emploi.

Les indicateurs comportementaux, contractuels et de gouvernance relatifs à la sécurité de l'emploi, nous ont amené à penser que : (a) les schémas réglementaires et politiques sont différents non seulement d'un pays à l'autre, mais au sein d'un même pays (niveau sous-national); (b) l'extension de la sécurité de l'emploi aux différentes catégories d'emploi informel dépend non seulement de la législation nationale, mais aussi des attentes des employeurs et de la capacité des décideurs à imposer que les travailleurs informels bénéficient d'un certain temps de travail et de la négociation collective; (c) ces trois pays n'accordent pas la même importance à certains indicateurs précis lorsqu'il s'agit de veiller à ce que les travailleurs informels aient accès à des acquis sociaux.

Tendances 1989-1999 des pensions de retrait

Notre Programme a mis en place une nouvelle base de données sur la Sécurité Sociale. Celle-ci rassemble les statistiques 1989-1999. Elle porte sur 8 secteurs de sécurité sociale donnant lieu, à l'échelle du pays, à des prestations obligatoires en espèces, et comporte des informations qualitatives et quantitatives. Pour commencer, l'analyse s'intéresse principalement aux tendances concernant les pensions de retraite.

L'une des tendances essentielles, n'est autre que l'augmentation d'environ 30% des cotisations employé et employeur au cours de la décennie 1990. La durée minimale de cotisation donnant droit aux prestations a également augmenté durant cette période.

L'âge légal de la retraite (qui est différent de l'âge réel de la retraite) a augmenté, quoique faiblement. L'âge de la retraite des femmes est inférieur à celui des hommes. Mais on voit se confirmer une tendance à un alignement de l'age légal de la retraite: en dix ans, l'âge moyen a augmenté d'un an pour les femmes, et de six mois pour les hommes.

Le nombre des pays comportant un régime à prestations fixes, selon lequel la retraite est fonction des salaires antérieurs, a diminué. Ces régimes sont remplacés par des régimes à cotisations fixes, instaurés notamment à l'occasion de réformes mettant en place des assurances privées, comme c'est le cas en Amérique Latine et en Europe orientale.

Le budget vieillesse varie considérablement selon les pays. Le niveau de développement et les tendances démographiques influence considérablement la structure des régimes de vieillesse nationaux, mais les orientations politiques ne sont pas non plus négligeables. La privatisation continue à se propager.

Une pénurie de travailleurs de santé?

Dans notre dernier bulletin, nous avons publié les résultats de notre travail sur l'insécurité des travailleurs de santé face à l'effondrement des systèmes de santé publics dans nombre de pays d'Europe centrale et orientale. Le travail de suivi a commencé.

Nous travaillons en étroite collaboration avec l'ISP (Internationale des Services Publics, syndicat qui représente les travailleurs de santé), afin de faire connaître les résultats, qui ont été présentés au Comité exécutif de l'ISP pour l'Europe, et nous ouvrons la voie pour la suite du travail en leur faveur. Différents pays ont prévu des séminaires, auxquels participeront différents groupes de personnes concernés. Il est essentiel de faire prendre conscience des injustices imposées aux travailleurs de santé de la CEI.

Les conclusions d'une conférence internationale sur la santé ont été reprises dans un article de l'agence Reuter, dans un communiqué de presse de l'OIT, dans le magazine de l'OIT « Le Monde du Travail», dans le Bulletin de l'Organisation Mondiale de la Santé ainsi que dans le magazine de l'ISP.

La protection sociale à l'heure de l'insécurité

Le PNUD a organisé une conférence internationale à Santiago (Chili), à l'occasion de laquelle le Directeur du Programme a donné le ton en faisant un discours intitulé « Mondialisation : les huit crises de la protection sociale ». Il a particulièrement insisté sur la crise de gouvernance et la crise de l'égalité sociale, et fait savoir qu'il était essentiel d'en arriver à un nouvel « universalisme » reposant sur les valeurs

du travail plus que sur celles de la main d'oeuvre.

Cette conférence a rassemblé des experts venus du monde entier, et elle a permis d'évaluer avec précision quels sont les défis de la protection sociale dans nombre de pays, dont la Chine, de nombreux pays d'Afrique et d'Amérique Latine.

Ukraine: lancement de l'ULFS 9 et de l'UPSS-2

En avril 2002, la neuvième phase de l'Enquête ELFS d'Ukraine (ULFS – 9) ayant été lancée avec succès, le Comité National des Statistiques d'Ukraine s'est rendu auprès de 1 890 entreprises industrielles pour rassembler des données chiffrées.

En mai 2002, nous avons également démarré en Ukraine la deuxième phase de l'Enquête PSS

sur la sécurité des personnes (UPSS – 2) qui porte sur un échantillon national représentatif de 10 000 personnes. Les données de cette UPSS – 2 seront disponibles fin juillet.

Les résultats de ces deux enquêtes seront débattus lors d'une conférence tripartite qui aura lieu en Ukraine en octobre 2002.

Aides à l'investissement ou sécurité des revenus?

Le programme a participé à un atelier technique organisé par l'Université du Wisconsin, où un groupe d'économistes et de sociologues ont examiné les avantages relatifs d'une aide à l'investissement accordée aux jeunes et d'un revenu de base versé de façon régulière afin d'assurer une sécurité continue des revenus . Un certain nombre de pays ont été amenés à faire l'expérience de l'idée d'une aide versée à la maturité comme différents ouvrages récents et autres articles l'avaient suggéré.

Le Programme publiera bientôt une synthèse des avantages et inconvénients.

Le combat des entreprises en Azerbaïdjan

Le sort des travailleurs Azeri n'est pas meilleur que celui des travailleurs des autres pays en transition d'Europe orientale : il est tout simplement désespéré. C'est ce qui est ressorti d'une enquête ELFS (flexibilité et sécurité de l'emploi), qui a fait l'objet d'un débat lors d'une conférence organisée début avril à Bakou. Les résultats ont fait apparaître des problèmes endémiques : arriérés de salaire, chômage déguisé, baisse des salaires et des prestations, qui ont sérieusement ébranlé la sécurité et le bien-être de la majorité de la population. Le Vice-ministre du Travail, le Président du Comité National de Statistiques, et divers responsables de haut niveau ainsi que des mandants de l'OIT ont participé à cette conférence. L'engagement a été pris de procéder à des exercices similaires afin de contrôler la sécurité économique au sein des entreprises

Laszlo Zsoldos

Vous nous manquez déjà ... Tous nos vœux vous accompagnent.

Enquête PSS au Ghana

En juillet 2002, une enquête PSS a été lancée au Ghana. Elle est réalisée en collaboration avec le Centre d'Etudes Politiques et Sociales de l'Université du Ghana et portera sur 3 000 foyers en zones urbaines et rurales, dans le sud du pays. Le Ghana étant l'un des pays concernés par le Programme Pilote de l'OIT sur le Travail Décent, l'enquête PSS contribuera aussi à la mise en place d'un programme intégré de l'OIT sur le développement au Ghana.

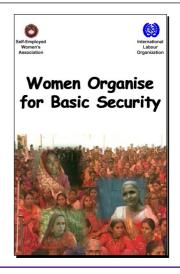
Vidéo-film sur l'économie informelle et la protection sociale

«Quand les femmes se syndiquent pour une sécurité de base », tel est le titre d'un film sur la vie des femmes à faibles revenus, qui travaillent durant de nombreuses heures dans des conditions difficiles, sans aucune forme de protection durant les périodes de crises, ce qui est plus que fréquent. L'insécurité chronique est telle, que même leur vie est menacée. Et pourtant, certaines ont retrouvé une aide et une forme d'espoir auprès de l'Association des Travailleuses Indépendantes (Self Employed Women's Association, SEWA).

En rassemblant les femmes du secteur informel, la SEWA a permis de faire entendre celles

que, jusque là, on n'entendait pas, de rassembler des ressources, de faire campagne pour une amélioration des conditions de travail, de leur accorder des crédits, de leur donner une assurance médicale, et d'être, ainsi, un pôle de force.

Comme le dit le Directeur Général de l'OIT, Juan Somavia, dans ce film, « la sécurité socio-économique est au cœur même du travail décent. Nous devons trouver les moyens de protéger les travailleurs les plus démunis – et c'est que fait la SEWA, de façon très innovante. L'OIT veut faire la lumière sur ces problèmes, et sur les leçons que l'on en a tirées ». Des copies de ce film sont disponibles sur demande.



Publications

Documents SES

- "Employment Security in Europe and Canada: A Review of Recent Legislation in Three Countries", by Walter Onubogu.
- "Innovations in Monitoring Work Security: A Case Study of Southeast Asian Refugees in Lowell, Massachusetts", by Lenore Azaroff and Chuck Levenstein.
- " "Socio-Economic Status of Health Care Workers in the Russian Federation", by Nathalia Stepantchikova, Liana Lakunina and Tatyana Tchetvernina.
- "Exclusion, précarité, insécurité socioéconomique en France" and "La Prise en compte de l'insécurité socioéconomique dans les grandes enquêtes statistiques en France", by Helena Hirata and Edmond Préteceille.
- " "Changing Employment Patterns and the Informalization of Jobs: General Trends and Gender Dimensions", by Lourdes Beneria.

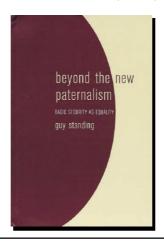
Autres Publications

- " "Tarimsal calisma yasaminin iyilestirilmesi icin egitim ihtiyaci", The Turkish Journal of Occupational Health and Safety, 2001.
- "The babble of euphemisms: Re-embedding social protection in 'transformed' labour markets", by Guy Standing, in A.Rainnie, A.Smith and

- A.Swain (eds.), <u>Work, Employment and Transition</u> (London and New York, Routledge, 2002)
- "Participatory/problem-based methods and techniques for training in health and safety", by Ellen Rosskam, in New Solutions journal, vol. 11, no. 3-2001, pp. 215-227
- " "Check out the check-in: Airport work hazards", by Ellen Rosskam, published in Labour Education No. 126 1/2002 (also at www.ilo.org/public/english/dialogue/actrav/new/april28/index.htm)

Ouvrages

Guy Standing, <u>Beyond the new pater-nalism</u>: <u>Basic Security as Equality</u> (London and New York, Verso, 2002).



9th International Congress Income Security as a Right Cassessing selectivity Citizenship credit cards Workfare versus Basic Income Income Security for Care Work Income security in development Legitimizing basic income politically International Labour Office, GENEVA 12-14 SEPTEMBER 2002 4 route des Montions 1211 Geneva 22 For registration and further incommandien, contact BEN at beingillo org

Séminaires IFP/SES

Décembre 12-13: "Solidarity Grants, Vouchers and Citizenship Credit Cards"

IFP/SES – Site Internet et Bulletin

Vous pouvez accéder au site (http://www.ilo.org/ ses) en anglais, français et espagnol.

Notre Bulletin est également publié en français et en espagnol (on peut le charger depuis le site IFP/ SES).

InFocus Programme sur la Sécurité Socio-Economique



Telefax: (+41 22) 799 7123

http://www.ilo.org/ses ses@ilo.org

Contact: **Tracy Murphy** tel: (+41 22) 799 8893

Christian Colussi tel: (+41 22) 799 7913